

Mme LOBE LOBAS Madeleine Liliane
Université de Haute-Alsace
15, rue de la Fonderie
68093 Mulhouse
madeleine.lobe-lobas@uha.fr

37 rue de la navigation
68170 Rixheim
mlobefouda@yahoo.fr

06 14 38 42 94

Née le 24 février 1967 à Yaoundé (Cameroun)
Mariée, 3 enfants

Depuis Septembre 1998 : Maître de conférences à l'Université de Haute Alsace

Activités pédagogiques et administratives

Responsabilités pédagogiques et administratives

2008 – 2009 : Mise en place du cursus Réussite en Licence
2008 : Mise en place de l'orientation active, Participation à l'élaboration du contrat quadriennal
2006-2015, Responsable pédagogique L Droit, Directeur des études L2 et L3
Juin 2005 : Mise en place du LMD, dans le cadre de la Licence Parcours Droit
Juin 2000, 2004, 2010, 2016 : Participation à l'élaboration du contrat quadriennal d'établissement en ce qui concerne le département droit
Juin 1999-2005 : Responsable filière droit

Encadrement des étudiants

- Direction de mémoires et jury soutenance
- Suivi des étudiants et stage et des apprentis (Master II)
- Encadrement des étudiants de L1 dans le cadre du cursus Réussite

Instances universitaires

Membre élu de la commission de la formation et de la vie universitaire depuis 2012
2001-2004 : Membre de la commission de spécialistes (recrutement des enseignants-chercheurs)
2000-2002 : Membre du comité paritaire d'établissement

Activités d'enseignement

Cours magistraux :

Droit pénal de l'environnement, Master I depuis 2009
Criminologie, L3 Droit –M1 Droit, depuis 2005
Droit pénal spécial, L3 Droit - M1 Droit depuis 2000
Procédure pénale : L2 Droit depuis 1999
Droit pénal général : L2 Droit depuis 1999
Droit des biens : L1 Droit de 1998 à 2002 et depuis 2004
Initiation au droit commercial : DEUG 2 AES de 1998 et 1999,
Droit des Biens : DEUG 2 AES de 1998 à 2000
Droit des personnes et de la famille : L1 Droit de 1999 à 2002
Droit de la famille : L1 Droit en 1998
Introduction générale au droit privé : L1 Droit de 2004 à 200

Séminaires

Responsabilité civile et pénale en matière de spectacles, Licence AGECE
Responsabilité pénale et civile, Licence environnement
Droit pénal du travail, MII, Ingénierie de l'entreprise et développement durable,
Droit pénal de la consommation, MII Ingénierie juridique et développement durable
Droit pénal de l'environnement, MII Droit de la prévention des risques et responsabilité

Responsabilité pénale en matière d'industrie chimique, SERFA

L'action civile des associations, MII Droit de la prévention des risques et responsabilités

Autres interventions

Responsabilité pénale - La sécurité dans l'industrie chimique : comment maîtriser la réaction chimique », SERFA mars 2009 et mars 2010

Les violences conjugales, Mars 2011, Erage (Formation continue des avocats)

La faute non intentionnelle en matière d'accidents de circulation, Ecole nationale de la magistrature, (Formation continue des magistrats) Mai 2012

La répression des violences routières, Mai 2006 (Formation continue des avocats)

Activités de recherche

- **Ouvrages individuels et collectifs**

1. **L'expert dans tous ses états. A la recherche d'une déontologie de l'expert**, dir. K. Favro, M. Lobe Lobas, J.-. Markus, Dalloz 2016

2. **Droit pénal en schémas**, Ellipses, 4^e éd. 2018

- **Contributions dans des mélanges ou des ouvrages collectifs**

3. Risque exceptionnels : effets de l'obligation de sécurité renforcée sur la responsabilité pénale des agences de tourisme, in, *Tourisme, sécurité et catastrophes*, dir. B. Pauvert et M. Rambour, IUUV, mai 2018

4. La répression de la gestation pour autrui dans l'état de l'intérêt de l'enfant, *Mélanges C. Neirinck*, LGDJ, 2015, p. 582

5. La conventionalité des mesures de lutte contre le terrorisme, *RISEO* n° spécial Lutte contre le terrorisme 2015, II

6. L'imputation de la faute délibérée à la personne morale, *Liber Americum en l'honneur de M.-F Steinlé-Feuerbach*, *RISEO*, I, 2015, L'Harmattan 2015

7. Experts non judiciaires – Les critères qui président à l'identification de l'expert non judiciaire, *D. envir.*, n° spécial, nov. 2014, p 29

8. *Dictionnaire de la politique et de l'administration*, PUF 2011 : rubriques : *justice pénale, politique pénale, politique pénitentiaire*

9. L'enfant face au droit pénal : un statut ambivalent in *L'histoire du droit des enfants, une construction récente perfectible*, dir. E. François, Prat 2007, p. 382

10. Le suicide du salarié en quête de qualification pénale, *RISEO* n° spécial sur les risques psycho-sociaux n° 1, 2012

11. La responsabilité civile de l'expert in *Expertise : Enjeux et pratiques*, dir. Karine Favro, éd. Lavoisier 2009, coll. SRD, p. 149-162

- **Articles**

12. Le risque pénal lié à la gestion de la commune au Cameroun. Etude de droit comparé, *Revue de ERSUMA*, n° 6, Janv. 2016

13. Affaire AZF : une catastrophe hors norme soumis aux normes processuelles et pénales, B. Rolland et M. Lobe Lobas, ss *Crim.* 15 janv. 2015, pourvoi n° 12-87059, *JCP E*, n° 1098

14. L'engagement volontaire RSE au service de la preuve pénale, *Rev. envir. dev. dur.*, 2014, n° 3 p. 19

15. L'existence d'un lien familial entre l'auteur et la victime d'une infraction, *RRJ* 2009-3, p. 1301

16. Interprétation stricte du délit de délaisement d'une personne hors d'état de se protéger, note ss. *Crim.* 9 oct. 2012, pourvoi n° 12-80412, *RJPF* n°1, 2013

17. La déclaration de soupçons, une atteinte non disproportionnée au secret professionnel des avocats, note ss. CEDH, 6 déc. 2012, *RJPF* n° 1, 2013

18. La Cour européenne des droits de l'homme et la protection des victimes de violences conjugales en Irlande du Nord, note ss, Cour EDH, 23 oct. 2012, n° 10601/09, *RJPF* 2012,

19. Violences post-conjugales : application de la circonstance de violences commises par un « ex », *RJPF* 2009, n° 9, p. 30

20. L'exécution des sanctions pénales au sein de l'Union européenne, *Proc.* 2008, Etude 2.

21. Définition de l'élément matériel du délit de risque causé à autrui en matière d'installations classées ss. Crim. 30 oct. 2007, *Dr. Envir.* 2008, n° 157, p. 18 ;

22. Les dispositions relatives à la prévention de la délinquance des mineurs de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007, *RJPF* 2007, n° -, p. 8 ;

23. La loi du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale, *LPA* 2007, n° 87-88 ;

24. La répression des atteintes à la conservation et au milieu particulier des espèces non domestiques protégées, ss CA Orléans, 30 Mars 2004, *Dr. envir.*, n° 129, p. 120

Communications Conférences, congrès et colloques à communication

- Violences conjugales. Les causes d'irresponsabilité invoquées par les parties, Séminaire interdisciplinaire, Corps genre et vulnérabilité, lien dans le couple violent, Strasbourg, 26 mars 2018.

- Atteinte au corps en situation de vulnérabilité et protection pénale de la femme. Colloque, Corps en situation de vulnérabilité, Colloque, corps, genre et vulnérabilité. Les femmes et les violences conjugales. Strasbourg, 17 et 18 novembre 2017

- Présidence table ronde Genre et violence, Colloque, Corps en situation de vulnérabilité, Colloque, corps, genre et vulnérabilité. Les femmes et les violences conjugales. Strasbourg, 17 et 18 novembre 2017

- La RSE, source de responsabilité pénale, Colloque « Activités à risques technologiques et enjeux sociétaux. Réflexions sur le régime juridique de la responsabilité sociale de l'entreprise, Lyon 26 oct. 2017

- « Mon corps m'appartient ! Le corps des femmes au cœur des violences conjugales et la protection organisée par le droit. Approches civiles et pénales ; Séminaire interdisciplinaire "Corps, genre et vulnérabilité. Les femmes et les violences conjugales", Strasbourg, 28 novembre 2016

- Co-organisation Séminaire, « *Entreprises à risques technologiques : RSE et négociations avec les parties prenantes* », Mulhouse, les 7 et 8 janvier 2016, CERDACC

Présidence Table ronde : L'entreprise et la société civile (riverains, associations, ONG)

- Co-organisation et communication au Colloque « L'expert au banc des accusés », Mulhouse 2014

Thème : Expert ou conseiller ? Les critères qui président à l'identification de l'expert non judiciaire

- Séminaire FonCSI, Lyon, 2 juillet 2014 : RSE et Riverains, portée pénale de la RSE.

- « La responsabilité civile des experts judiciaires », Colloque Regards croisés sur l'expertise, CERDACC, nov. 2007 ; Actes publiés Revue Droit de l'environnement 2006 et *Regards croisés sur l'expertise*, Lavoisier 2009